

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS LEASE GROUP

Société Anonyme au capital de 285.079.248 €.
Siège social : 12 Rue du Port - 92000 Nanterre.
632 017 513 RCS Nanterre.

Comptes annuels au 31 décembre 2018 approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 22 mai 2019

I. — Bilans comparés 2018-2017

(en milliers d'euros)

Actif	2018	2017
Caisse, banques centrales, ccp	165 607	104 289
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	472 168	514 205
Operations avec la clientèle	2 465 498	2 118 702
Obligations et autres titres a revenu fixe	0	0
Actions et autres titres a revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus a long terme	44 080	53 637
Parts dans les entreprises liées	403 672	313 778
Crédit-bail et location avec option d'achat	1 694 484	1 376 748
Location simple	2 754 407	2 657 661
Immobilisations incorporelles	14 788	13 614
Immobilisations corporelles	9 219	9 191
Capital souscrit non verse	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	190 622	177 114
Comptes de régularisation	151 756	123 236
Total de l'actif	8 366 302	7 462 175

Passif	2018	2017
Banques centrales, ccp	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	1 831 032	1 754 884
Operations avec la clientèle	5 432 871	4 668 095
Dettes représentées par un titre	10 000	10 000
Autres passifs	194 024	160 512
Comptes de régularisation	421 360	306 116
Provisions pour risques et charges	31 032	79 155
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors frbg	445 982	483 413
<i>Capital souscrit</i>	<i>285 079</i>	<i>285 079</i>
<i>Primes d'émission</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Réserves</i>	<i>35 499</i>	<i>35 499</i>
<i>Ecart de réévaluation</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Provisions règlementées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Subventions d'investissement</i>	<i>51</i>	<i>44</i>
<i>Report à nouveau</i>	<i>117</i>	<i>162</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>125 235</i>	<i>162 628</i>
Acompte sur dividendes	0	0
Total du passif	8 366 302	7 462 175

Hors bilan comparés 2018-2017

(en milliers d'euros)

	2018	2017
Engagements donnés	768 593	673 958
Engagements de financement	753 703	655 685
Engagements de garantie	864	800
Engagements sur titres	0	0
Produits dérivés	14 026	17 473
Engagements reçus	881 017	807 484
Engagements de financement	113 600	131 700
Engagements de garantie	767 417	675 784
Engagements sur titres	0	0

II. — Comptes de résultat comparés 2018-2017

(en milliers d'euros)

Comptes de résultat	2018	2017
Intérêts et produits assimilés	62 100	58 893
Intérêts et charges assimilés	-52 683	-51 527
Produits sur opérations de crédit bail et assimilés	748 825	661 695
Charges sur opérations de crédit bail et assimilés	-642 066	-557 631
Produits sur opérations de locations simples	1 431 415	1 415 957
Charges sur opérations de locations simples	-1 302 935	-1 246 282
Revenus des titres à revenu variable	45 332	88 403
Commissions (produits)	17 371	13 788
Commissions (charges)	-1 553	-1 216
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-124	-35
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	220 625	164 208
Autres charges d'exploitation bancaire	-20 217	-63 098
Produit net bancaire	506 092	483 156
Charges générales d'exploitation	-322 440	-305 599
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	-9 086	-9 351
Résultat brut d'exploitation	174 566	168 205
Cout du risque sur opérations de crédit	-1 850	-5 095
Résultat d'exploitation	172 715	163 110
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-5 537	10 103
Résultat courant avant impôt	167 178	173 212
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	-41 943	-12 805
Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées	0	2 221
Résultat net	125 235	162 628

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 125.235.057,36 € de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	125.235.057,36 €
Dotations à la réserve spéciale provenant de la	
Provision pour investissement libérée	0,00 €
Report à nouveau de l'exercice précédent	117.357,78 €
	<hr/>
Formant un résultat distribuable	125.352.415,14 €
Pour une distribution de dividendes	
(7,03 € par action X 17.817.453 actions)	- 125.256.694,59 €
	<hr/>
Solde au report à nouveau	95.720,55 €

Enfin, il vous est rappelé également le montant des dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices :

	2015	2016	2017
• Dividende distribué	6,25	9,65	9,13

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents ou représentés.

IV. — Annexe aux comptes sociaux

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018

1. Faits marquants de l'exercice

En Janvier 2018, la société BNP PARIBAS LEASE GROUP SA a fait l'acquisition de 540 531 titres CMV Médiforce (soit 99.98% du capital) pour un montant de 64 988 milliers d'euros. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de Leasing Solutions de se développer dans le secteur du médical.

En Novembre 2018, ont également été acquis 26 813 titres RD Leasing IFN SA en Roumanie (100% du capital) pour un montant de 4 451 milliers d'euros.

Une dépréciation des titres de la société SREI infrastructure Financial Limited a été constatée pour un montant de 6 389 milliers d'euros. L'évaluation est faite au cours moyen de bourse des six derniers mois.

En mars 2018, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA a ouvert un compte à la Banque de France afin de constituer le high quality liquidity asset nécessaire au respect du liquidity coverage ratio. A la clôture de l'exercice, le montant du dépôt s'élève à 160 819 milliers d'euros.

Dans le cadre de son plan moyen terme 2020, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA a élargi ses activités avec son partenaire KOMATSU avec la conclusion d'un contrat de cession de créances. A la clôture de l'exercice, le montant de l'encours cédé s'élève à 190 578 milliers d'euros. Ce contrat concerne les pays France, Italie et Allemagne.

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de BNP PARIBAS LEASE GROUP ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements financiers, telles quelles sont prévues dans le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions du règlement 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchuës du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA fait application, depuis le 1^{er} janvier 2005, de l'article 13 du règlement n°2002-03 du CRC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA détient 4 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- une succursale en Italie ;
- une succursale en Espagne ;
- une succursale en Allemagne ;
- une succursale au Portugal.

Leur activité est identique à celle de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA. Leurs comptes au 31 décembre 2018, intégrés dans les comptes de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

A. Conversion des opérations libellées en devises

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement n° 89.01 du Comité de la Réglementation Bancaire. Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

B. Créances sur les établissements de crédit

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

C. Opérations avec la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements ;
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales ;
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe C « Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée ;
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

D. Titres

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement CRC 2005-01. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres de transaction au 31 décembre 2018.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable » ou des « obligations et autres titres à revenu fixe ».

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres de placement au 31 décembre 2018.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres d'investissement au 31 décembre 2018.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille au 31 décembre 2018.

. Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre. Pour les titres cotés (SIFL et JFL), la valeur d'utilité retenue est calculée sur la base du cours moyen de bourse des six derniers mois.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles BNP PARIBAS LEASE GROUP SA dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

E. Crédit bail, location avec option d'achat et location simple

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n°2004-15, les dispositions du règlement du CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part ;
- et la limite de dégressivité admise d'autre part.

Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03 , sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements ;
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales ;
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux ;
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H « Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée ;
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04 , les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2018.

F. Immobilisations

a) Immobilisations incorporelles

Elles concernent principalement des logiciels acquis ou créés par BNP PARIBAS LEASE GROUP SA et sont inscrites pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou leur coût de production.

Elles font l'objet d'un amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilisation prévue (le plus souvent 3 ans) sans excéder 5 ans.

b) Immobilisations corporelles

Constructions :

Les immobilisations corporelles de la société BNP PARIBAS LEASE GROUP SA sont constituées en totalité de biens immobiliers utilisés pour les besoins de son exploitation. Ces biens sont durablement destinés à concourir aux activités de l'entreprise.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA fait application, depuis le 1^{er} janvier 2005, des règlements suivants :

- le règlement 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) qui porte sur l'amortissement et la dépréciation des immobilisations corporelles précisé par le CRC 2003-07 ;
 - le règlement 2004-06 du CRC qui porte sur la définition des actifs et qui définit les éléments qui peuvent ou doivent être incorporés dans le coût d'acquisition d'un actif.

La méthode d'évaluation retenue est la méthode rétrospective. Les principales options choisies ont été :

- immobilisation des coûts d'acquisition et affectation de ces coûts au composant gros œuvre ;
- incorporation au composant gros œuvre des frais financiers supportés lors de la construction et directement affectable à celle-ci ;
- de retenir une valeur résiduelle nulle pour tous les composants des immeubles.

Les immeubles ont donné lieu à une décomposition déterminée à partir d'une analyse historique des immeubles en stock et permettant de définir les composants suivants :

- gros œuvre ;
- façade ;
- installations générales et techniques (IGT) ;
- agencements.

Pour chaque composant des immeubles, il a été défini une durée d'amortissement selon le type d'immeuble. Les biens sont amortis suivant le mode linéaire sur leurs durées probables d'utilisation, en application de la matrice suivante :

Composants	Durée	Quote-part
Gros œuvre	60 ans	50%
Façade	30 ans	15%
IGT	20 ans	20%
Agencements	10 ans	15%

Autres immobilisations corporelles :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- matériel : 5 ans ;
- mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

G. Provisions

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration.

Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Provisions pour retraite, préretraite et avantages assimilés

Les dispositions de la recommandation n°2003-R.01 du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (selon des hypothèses actuarielles), ont été appliquées en 2005. Elles s'attachent à harmoniser les méthodes de calcul utilisées pour déterminer les provisions constituées dans les comptes sociaux.

Avantages bénéficiant au personnel :

Les avantages consentis au personnel BNP PARIBAS LEASE GROUP SA sont classées en quatre catégories :

- Les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité ;
- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation et l'abondement ;
- Les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA, par les primes de fin de carrière, et à l'étranger par des régimes de retraite portés pour certains d'entre eux par des fonds de pension.

a) Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation par BNP PARIBAS LEASE GROUP SA du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

b) Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

c) Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Sont notamment concernées les rémunérations versées en numéraire et différées en plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes de l'exercice auquel elles se rapportent.

d) Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA en France et à l'étranger résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés français de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ainsi que les régimes de retraite nationaux complémentaires et interprofessionnels, ne sont par représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP PARIBAS LEASE GROUP SA est tenu ou pas par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels.

Jusqu'au 31 décembre 2012, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA appliquait la méthodologie dite « du corridor » pour comptabiliser les écarts actuariels sur ses engagements.

Cette méthode autorise à ne reconnaître, à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée résiduelle moyenne d'activité des membres du personnel, que la fraction des écarts actuariels qui excède la plus élevée des deux valeurs suivantes : 10 % de la valeur actualisée de l'obligation brute ou 10 % de la valeur de marché des actifs de couverture du régime à la fin de l'exercice précédent.

À compter du 1er janvier 2013, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » est abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

Les conséquences des modifications de régimes relatives aux services passés sont reconnues en résultat de façon étalée dans le temps jusqu'à l'acquisition complète des droits sur lesquels ont porté lesdites modifications.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

Elles se traduisent, au 31 décembre 2018, par la constitution de :

- Provision Retraite : 7 643 milliers d'euros ;
- Provision autres avantages à long terme : 4 363 milliers d'euros ;
- Provision comptes épargne temps : 4 015 milliers d'euros.

H. Impôts différés

Depuis l'arrêté du 31 décembre 2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2018, l'impact de la charge différée est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et s'élève à -7 995 milliers d'euros. Cette charge d'impôt différée tient compte du changement de taux d'impôt progressif instauré par la Loi de Finances 2018. Par conséquent, les différences temporelles et les déficits en stocks au 31 décembre 2018 sont valorisés en fonction de leur taux à date de retournement prévus.

Ce taux va diminuer progressivement du 1er janvier 2019 jusqu'en 2022 pour arriver à un taux de 25 % (soit 25,83% avec la contribution additionnelle de 3,3%).

I. Produit net bancaire

a) Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis au prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b) Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit-bail, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les moins-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat et les provisions pour dépréciation des Immobilisations Temporairement Non Louées (ITNL).

Les produits sur opérations de crédit-bail I, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d'équipements). S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

c) Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d'affacturage (enregistrées dès qu'elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

J. Charges générales d'exploitation

L'accord d'intéressement, signé le 30 juin 2017 entre la direction BNP PARIBAS LEASE GROUP SA et les partenaires sociaux, a donné lieu en 2018 à une provision à hauteur de 6 203 milliers d'euros et la participation a été provisionnée à hauteur de 3 440 milliers d'euros.

Les rémunérations d'intermédiaires figurent dans le poste « autres frais administratifs » pour un montant de 5 665 milliers d'euros en 2018 contre 9 086 milliers d'euros en 2017 (dont 725 milliers d'euros pour les succursales en 2018).

3. Notes sur le bilan

A) Opérations en devises

Les actifs et passifs libellés en devises 'out' figurant au bilan au 31 décembre 2018 sont présentés ci après :

Actifs En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Passif	France	Succursales	Total 2018
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	Dettes envers les établissements de crédit	0	40 587	40 587
Créances sur la clientèle	0	0	0	Dettes envers la clientèle	0	4 360	4 360
Affacturage	0	45 826	45 826	Autres passifs	0	808	808
Autres actifs	0	149	149	Comptes de régularisation	0	416	416

B) Caisse, banques centrales, CCP

En milliers d'euros	France	Succursales	2 018	2 017
Caisse	0	6	6	8
Banques centrales (1)	160 819	4 783	165 602	104 281
Total Caisse, Banque centrale, CCP	160 819	4 788	165 607	104 289

(1) Il s'agit principalement des dépôts auprès de la banque de France afin de constituer le HQLA nécessaire au respect du Liquidity Coverage Ratio pour un montant de 160 819 k€ au 31/12/2018 vs 100 493 k€ au 31/12/2017 constitués auprès de la banque d'Espagne.

C) Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	France	Succursales	2 018	2 017
Créances à vue	31 788	223 779	255 568	225 557
Créances rattachées	0	0	0	0
Total à vue	31 788	223 779	255 568	225 557
Prêt au jour le jour	0	300	300	0
Autres créances à terme	215 415	0	215 415	287 236
Créances rattachées	886	0	886	1 412
Total à terme	216 301	300	216 601	288 648
Créances douteuses	0	0	0	2
Provisions au 31/12/2017	-2	0	-2	-22
Dotations de l'exercice	0	0	0	-27
Reprises de l'exercice	2	0	2	47
Provisions au 31/12/2018	0	0	0	-2
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	248 089	224 079	472 168	514 205

Echéancier au 31 décembre 2018 :

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	215 415	22 288	75 455	117 672	0

D) Opérations avec la clientèle (actif)

En milliers d'euros	France				Succursales	Total 2018	Total 2017
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	42 988	345 951	3 061	87 031	1 971 409	2 450 441	2 105 165
Encours douteux (1)	222	7 103	0	816	22 066	30 208	30 867
Provisions au 31/12/2017 (1) (2)	0	-5 602	0	-161	-14 567	-20 331	-20 931
Dotations de l'exercice	0	-760	0	-106	-7 602	-8 469	-11 599
Reprises de l'exercice	0	1 352	0	0	9 032	10 384	12 199
Autres variations	0	0	0	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2018 (1) (2)	0	-5 011	0	-267	-13 137	-18 415	-20 331
Encours nets	43 210	348 044	3 061	87 580	1 980 338	2 462 234	2 115 701
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
créances rattachées	140	364	0	24	2 737	3 265	3 001

Encours totaux	43 351	348 408	3 061	87 604	1 983 075	2 465 498	2 118 702
----------------	--------	---------	-------	--------	-----------	-----------	-----------

Les créances passées en perte et les récupérations sur créances figurent dans le coût du risque.

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	<i>Brut</i>	<i>Provision</i>	<i>Net</i>
<i>Douteux compromis France</i>	5 123	-3 890	1 233
<i>Douteux compromis Succursales</i>	12 726	-10 132	2 594
Total douteux compromis	17 849	-14 022	3 827
<i>Douteux non compromis France</i>	3 019	-1 388	1 631
<i>Douteux non compromis Succursales</i>	9 340	-3 005	6 335
Total douteux non compromis	12 359	-4 393	7 966
Total	30 208	-18 415	11 793

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 1 275 k€ pour la France.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2018 :

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Créances sur la clientèle	2 450 441	672 031	745 311	971 140	61 959

E) Obligations et autres titres a revenu fixe

Néant

F) Participations et autres titres détenus a long terme et parts dans les entreprises liées

En milliers d'euros	Valeur nette	dont titres cotés	dont titres non cotés	dont établissements de crédit
Participations et autres titres détenus à long terme (France)	44 080	43 900	180	158
Parts dans les entreprises liées (France)	403 299	0	403 299	344 391
Parts dans les entreprises liées (Succursales)	373	0	373	0
Parts dans les entreprises liées (Total)	403 672	0	403 672	344 391
Dotations en capital	0			
Elimination des Opérations réciproques	0			
Total 2018	447 752	43 900	403 852	344 548
Total 2017	367 415	19 356	348 059	254 654

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

En milliers d'euros	Total	Parts dans les entreprises liées France	Parts dans les entreprises liées Succursales	Participations et autres titres détenus à long terme
Valeur brute au 31/12/2017	429 441	375 431	373	53 637
Acquisitions de l'exercice	90 375	90 375	0	0
Cessions de l'exercice	-3 650	-481	0	-3 168
Autres mouvements	0	0	0	0
Valeur brute au 31/12/2018	516 167	465 325	373	50 469
Provisions au 31/12/2017	-62 026	-62 026	0	0
Dotations de l'exercice	-6 389		0	-6 389
Reprises de l'exercice	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2018	-68 415	-62 026	0	-6 389
Valeur nette au 31/12/2018	447 752	403 299	373	44 080
Valeur nette au 31/12/2017	367 415	313 405	373	53 637

La liste des filiales, des participations et des principales sociétés dont BNP PARIBAS LEASE GROUP est l'associé indéfiniment responsable figure au point 6.E.III

Les principaux mouvements concernent :

- Souscription à l'augmentation de capital de BPLG SPA (Italie) pour 20 936 k€
- Acquisition des titres CMV Médiforce pour 64 988 ke
- Acquisition des titres RD leasing IFN SA pour 4 451 ke
- Cession des titres SREI Infrastructure Financial Limited (SIFL) pour 3 168 k€

Concernant les provisions, les principaux mouvements sont :

- Dotation de 6 388k€ sur les titres SIFL

G) crédit bail, location avec option d'achat

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2018
	Solde au 31/12/2017	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2018	
Immobilisations en Crédit Bail											
Immobilisations en Crédit Bail mobilier France	1 000 216	296 449	-243 264	0	1 053 401	-571 883	-209 025	215 149	0	-565 759	487 642
Immobilisations en Crédit Bail mobilier Succursales	1 431 432	659 544	-193 553	0	1 897 423	-515 978	-352 171	142 530	0	-725 620	1 171 803
Immobilisations en Crédit Bail immobilier Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des immobilisations en Crédit Bail	2 431 648	955 992	-436 816	0	2 950 824	-1 087 861	-561 196	357 679	0	-1 291 378	1 659 446
Immobilisations en cours Crédit Bail											
Immobilisations en cours Crédit Bail France	3 384	0	-1 715	0	1 669	0	0	0	0	0	1 669
Immobilisations en cours Crédit Bail Succursales	1 569	2 065	0	0	3 634	0	0	0	0	0	3 634
Total des Immobilisations en cours Crédit Bail	4 954	2 065	-1 715	0	5 304	0	0	0	0	0	5 304
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	0	66	-6	0	60	0	0	0	0	0	60
Acomptes versés fournisseurs Succursales	89	39	-157	1	-28	0	0	0	0	0	-28
Total des acomptes versés fournisseurs	89	105	-163	1	32	0	0	0	0	0	32
Total Immobilisations Crédit Bail	2 436 690	958 162	-438 694	1	2 956 159	-1 087 861	-561 196	357 679	0	-1 291 378	1 664 781

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2017	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2018
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail France	50 832			0	46 908
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail Succursales	13 291			0	13 606
Total Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)	64 123			0	60 514
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail France	-37 267	-4 873	7 961	0	-34 179
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail Succursales	-10 979	-5 996	5 284	8	-11 683
Total Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)	-48 246	-10 869	13 245	8	-45 862
Créances rattachées Crédit Bail					
Créances rattachées Crédit Bail France	7 150			0	6 211
Créances rattachées Crédit Bail Succursales	4 891			0	8 839
Total Créances rattachées Crédit Bail	12 041			0	15 051
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit bail	27 919			8	29 703

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
<i>Crédit bail compromis France</i>	45 774	-33 725	12 049
<i>Crédit bail compromis Succursales</i>	12 401	-10 946	1 455
<i>Total crédit bail compromis</i>	58 175	-44 671	13 504
<i>Crédit bail non compromis France</i>	1 134	-454	680
<i>Crédit bail non compromis Succursales</i>	1 205	-737	468
<i>Total crédit bail non compromis</i>	2 339	-1 191	1 148
<i>Total crédit-bail</i>	60 514	-45 862	14 652

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 16 561 k€ pour la France.

H) Location simple

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2018
	Solde au 31/12/2017	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2018	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	3 395 509	946 690	-930 079	0	3 412 120	-1 938 230	-748 894	732 990	0	-1 954 135	1 457 985
Immobilisations patrimoine France	226	0	0	0	226	-112	-9		0	-121	105
Immobilisations en Location Simple Succursales	1 844 115	560 478	-386 288	0	2 018 305	-799 557	-403 499	291 254		-911 803	1 106 503
Total des immobilisations en Location Simple	5 239 851	1 507 167	-1 316 367	0	5 430 651	-2 737 900	-1 152 403	1 024 244	0	-2 866 058	2 564 593
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	109 002	30 454	0	0	139 456	0	0	0	0	0	139 456
Immobilisations en cours	16 116	4 844	-3 889	0	17 071	0	0	0	0	0	17 071

Location Simple Succursales											
Total des Immobilisations en cours Location Simple	125 119	35 298	-3 889	0	156 527	0	0	0	0	0	156 527
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	174	0	-168	0	6	0	0	0	0	0	6
Acomptes versés fournisseurs Succursales	9	55	0	0	64	0	0	0	0	0	64
Total des acomptes versés fournisseurs	183	55	-168	0	70	0	0	0	0	0	70
Total Immobilisations Location Simple	5 365 153	1 542 520	-1 320 424	0	5 587 249	-2 737 900	-1 152 403	1 024 244	0	-2 866 058	2 721 191

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2017	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2018
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	58 197			0	54 814
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	13 754			0	14 098
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	71 951			0	68 912
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-42 688	-16 802	19 662	0	-39 828
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-12 282	-6 964	6 653	-8	-12 601
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-54 970	-23 766	26 315	-8	-52 430
Créances rattachées Location Simple					
Créances rattachées Location Simple France	10 034			0	11 597
Créances rattachées Location Simple Succursales	3 393			0	5 137
Total Créances rattachées Location Simple	13 427			0	16 734
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	30 408			-8	33 216

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Location simple compromis France	51 702	-38 523	13 178
Location simple compromis Succursales	13 018	-11 994	1 023
Total location simple compromis	64 719	-50 517	14 202
Location simple non compromis France	3 112	-1 305	1 807
Location simple non compromis Succursales	1 080	-607	473
Total location simple non compromis	4 193	-1 912	2 280
Total location simple	68 912	-52 430	16 482

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 25 373 k€ pour la France.

I) Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Fonds de commerce France	476	0	0	0	476
Droit au bail et droit d'entrée France	580	0	0	0	580
Frais d'établissements France	0	0	0	0	0
Logiciels France	108 519	5 657	0	0	114 177
Immobilisations incorporelles en cours France	2 966	1 660	0	0	4 626
Droit au bail et droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Frais d'établissements Succursales	2 694	0	0	0	2 694
Logiciels Succursales	9 236	258	0	0	9 493
Valeur brute	124 470	7 575	0	0	132 046
Amortissements Droit d'entrée France	-24	0	0	0	-24
Amortissements frais d'établissements France	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels France	-102 861	-4 560	0	0	-107 421
Amortissements Droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Frais d'établissements Succursales	-2 155	-539	0	0	-2 694
Amortissements Logiciels Succursales	-5 816	-1 303	0	0	-7 119
Amortissements	-110 857	-6 401	0	0	-117 258
Valeur nette	13 614	1 174	0	0	14 787
Immobilisations corporelles	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture

(En milliers d'euros)					
Terrains France	301	0	0	0	301
Constructions France : dont	11 161	0	-328	0	10 833
Gros œuvre France	3 156	0	-91	0	3 065
Façade France	1 728	0	-27	0	1 701
Agencement IGT France	5 330	0	-182	0	5 148
Agencements IAS France	947	0	-27	0	919
Appartement Adju France	0	0	0	0	0
Agencements,aménagements et installations France	11 285	400	-278	0	11 406
Matériel informatique France	30 981	1 111	0	0	32 092
Matériels et mobiliers de Bureau France	8 384	181	0	0	8 564
Matériels de transport France	8	0	0	0	8
Matériel et outillage France	32	0	0	0	32
Œuvres d'art France	24	0	0	0	24
Titres et avances des SCI France	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours France	584	394	0	0	978
Agencements,aménagements et installations Succursales	824	3	0	0	826
Matériel informatique Succursales	4 840	311	0	0	5 151
Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Matériels et mobiliers de Bureau Succursales	2 336	240	-15	0	2 562
Valeur brute	70 761	2 639	-621	0	72 779
Amortissements Constructions France dont :	-6 649	-266	269	0	-6 646
Gros œuvre France	-1 195	-53	38	0	-1 210
Façade France	-1 041	-58	22	0	-1 077
Agencement IGT France	-3 466	-156	182	0	-3 440
Agencements IAS France	-947	0	27	0	-919
Amortissements Agencements France	-11 152	-63	278	0	-10 937
Amortissements Matériel informatique France	-29 265	-1 534	0	0	-30 799
Amortissements Matériels et mobiliers de Bureau France	-8 150	-120	0	0	-8 270
Amortissements Matériels de transport France	-8	0	0	0	-8
Amortissements Matériel et outillage France	-32	0	0	0	-32
Provisions Titres et avances des SCI France	0	0	0	0	0
Amortissements Agencements Succursales	-389	-75	0	0	-465
Amortissements Matériel informatique Succursales	-4 217	-429	6	0	-4 640
Amortissements Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Mat et mob de Bureau Succursales	-1 707	-197	141	0	-1 763
Amortissements	-61 570	-2 685	695	0	-63 560
Valeur nette	9 191	-45	74	0	9 219

J) Autres actifs

En milliers d'euros	France	Succursales	Elimination opérations réciproques	Total 2018	Total 2017
Autres débiteurs divers	33 216	24 785	0	58 001	62 180
Débiteur Succursales BPLG	9 181	-9 181	0	0	0
Impôt société (2)	26 712	6 172	0	32 885	11 627
Impôt différé actif	17 653	28 951	0	46 605	47 321
Acompte fournisseurs	34	0	0	34	34
Dépôts et cautionnements	872	56	0	928	354
Etat autres Impôts et taxes	12 375	39 466	0	51 841	54 909
Stock de Matériel	0	0	0	0	0
Provision pour dépréciation des stocks	0	0	0	0	0
Comptes débiteurs divers douteux	794	371	0	1 165	1 307
Provisions au 31/12/2017	-340	-277	0	-617	-232
Dotations de l'exercice	-739	-681	0	-1 420	-1 739
Reprises de l'exercice	552	650	0	1 202	1 353
Provisions au 31/12/2018	-528	-307	0	-835	-617
Total	100 309	90 313	0	190 622	177 114

K) Comptes de régularisation (actif)

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Produits à recevoir	45 818	1 028	46 846	40 023
Appel en risques à recevoir BNPP	547	0	547	1 190
Charges à répartir	194	0	194	270
Valeurs à l'encaissement	2 766	6 824	9 590	15 216

Charges constatées d'avance	1 761	533	2 295	2 428
Autres	25 129	67 155	92 284	64 108
Total	76 215	75 541	151 756	123 236

L) Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Comptes et emprunts à vue	91	6 909	6 999	1 633
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	91	6 909	6 999	1 633
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance (1)	31 245	1 790 439	1 821 684	1 750 406
Dettes rattachées	41	2 307	2 349	2 846
Total à terme	31 287	1 792 746	1 824 033	1 753 252
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	31 377	1 799 655	1 831 032	1 754 884

(1) Ce poste comprend principalement les emprunts souscrits par notre succursale allemande auprès de BNP PARIBAS succursale de Francfort.

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	1 821 684	367 826	618 248	810 959	24 651

M) Opérations avec la clientèle (passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial
Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Comptes à vue	46 434	138 179	184 613	173 179
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	46 434	138 179	184 613	173 179
Comptes à terme (1)	3 123 363	2 121 595	5 244 958	4 491 566
Dettes rattachées	738	2 562	3 301	3 351
Total à terme	3 124 102	2 124 157	5 248 259	4 494 916
Total des opérations avec la clientèle	3 170 536	2 262 336	5 432 871	4 668 095

(1) Ce poste comprend principalement, d'une part les emprunts souscrits par l'ensemble des pays auprès de BPLS Luxembourg à l'exclusion de l'Allemagne, et d'autre part l'encours des créances cédées à Komatsu pour des montants respectifs de 5 054 272 ke et 190 578 ke

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Comptes créditeurs à terme	5 244 958	792 978	1 306 632	3 071 044	74 304

N) Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	Total 2018	Total 2017
Titres de créances négociables	10 000	10 000
Dettes rattachées	0	0
Total Titres de créances négociables	10 000	10 000

La société BPLG a émis des titres de créances négociables (TCN) pour une valeur nominale de dix millions d'euros (10 000 000 €) en mars 2018 arrivant à échéance en mars 2019.

O) Autres passifs

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Etat et Organismes sociaux	19 476	708	20 184	23 274
Fournisseurs (crédit bail et assimilés)	42 566	22 316	64 882	68 109
Clients et tiers acquéreurs	23 963	5 317	29 280	26 260
Fournisseurs divers	0	0	0	0
Impôt société	29 119	6 957	36 076	9 885
Impôt différé passif	1 718	20 478	22 196	14 918
Participation	1 977	0	1 977	2 439
Dépôts de garantie	4 894	971	5 865	7 685
Affacturage	0	5 698	5 698	0
Frais de personnel	0	3	3	-1
Autres	1 035	6 828	7 863	7 942

Total	124 749	69 275	194 024	160 512
--------------	----------------	---------------	----------------	----------------

P) Comptes de régularisation (passif)

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Produits perçus d'avance (1)	43 888	95 509	139 397	87 107
Charges à payer	101 549	55 507	157 056	134 155
Autres	15 844	58 572	74 416	62 616
Comptes d'encaissement	8 118	42 374	50 491	22 238
Règlement en cours affacturage	0	0	0	0
Total	169 398	251 962	421 360	306 116

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit bail :

de L.O.A. et de location simple pour un montant de 39 510 k€ au 31 décembre 2018 pour la France et 61 844 k€ pour les succursales.

Q) Provisions

En milliers d'euros	Ouverture	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour retraites et avantages LT France	13 268	1 182	0	-201	0	14 249
Provisions pour retraites Succursales	2 099	16	-241	0	-102	1 772
Provisions pour impôts France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges France	4 583	330	-277	-4 300	0	335
Provisions pour litiges Succursales	0	0	0	0	0	0
Provisions pour engagements douteux France	152	0	0	-152	0	0
Provisions sur situation nette négative GIE Les jeunes Bois France	2 494	0	0	0	0	2 494
Provisions pour charges diverses France	16 736	5 593	-8 753	-1 761	0	11 815
Provisions pour charges diverses Succursales	39 823	209	0	-39 665	0	367
Total	79 155	7 330	-9 272	-46 079	-102	31 032

R) Capitaux propres1) Capital

Au 31 décembre 2018, le capital social de BNP PARIBAS LEASE GROUP s'élève à 285 079 248 euros composé de 17 817 453 actions d'un montant nominal de 16 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de crédit bail ou de location simple. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements soit 51 k€.

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	285 079	0	0	0	0	285 079
Réserve légale	28 508	0	0	0	0	28 508
Autres réserves	6 991	0	0	0	0	6 991
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	44	0	0	0	7	51
Report à nouveau	162	162 628	-162 673	0	0	117
Report à nouveau succursales	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	162 628	-162 628	0	125 235	0	125 235
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	483 413	0	-162 673	125 235	7	445 982

4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	100,32
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	7,03
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	7,03

4. Notes sur le hors bilan**A) Engagements de hors bilan**

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Engagements donnés	552 061	216 532	768 593	673 958

Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	9 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	537 229	216 474	753 703	646 685
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	806	58	864	800
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0	0
Engagements sur les produits dérivés	14 026	0	14 026	17 473
Engagements reçus	267 024	613 993	881 017	807 484
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	105 000	0	105 000	105 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	8 600	8 600	26 700
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	32 806	16 932	49 738	62 696
Engagements de garantie reçus de la clientèle	129 218	588 460	717 679	613 087

(1) Le montant des engagements douteux de financement en faveur de la clientèle s'élève à 975 k€ pour la France et 776 k€ pour les succursales.

5. Notes sur le compte de résultat

Informations sectorielles

En milliers d'euros	France	Succursales				Total 2018
		Allemagne	Italie	Espagne	Portugal	
Produit net bancaire	337 836	68 040	72 311	22 248	5 657	506 092
Charges générales d'exploitation	-244 926	-35 320	-32 461	-6 451	-3 283	-322 440

A) Produits et charges d'intérêts

En milliers d'euros	Total 2018	Total 2018	Total 2017	Total 2017
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit France	7 723	2 206	10 332	5 271
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	162	7 363	814	8 460
Opérations avec la clientèle France	7 090	23 106	5 513	22 328
Opérations avec la clientèle Succursales	47 168	20 013	42 096	15 461
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	-5	0	6
Dotations aux provisions France	8	0	-34	0
Reprises de provisions France	45	0	61	0
Dotations aux provisions Succursales	-265	0	-255	0
Reprises de provisions Succursales	439	0	683	0
Créances passées en perte sur l'exercice	-269	0	-316	0
Total	62 100	52 683	58 893	51 527

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capital sont enregistrées en coût du risque.

B) Produits et charges sur opérations de crédit bail

a) Produits sur opérations de crédit bail

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Loyers	260 570	408 429	668 999	591 588
Reprise de provisions de dépréciation	2 149	3 021	5 170	4 514
Plus values de cession	12 459	43 075	55 533	45 755
Indemnités de résiliation	5 320	5 685	11 005	8 179
Produits divers	6 093	9 705	15 798	13 392
Dotations aux provisions	-4 873	-5 996	-10 869	-7 277
Créances passées en perte sur l'exercice	-6 294	-5 169	-11 463	-11 477
Reprises de provision	7 961	5 284	13 245	15 311
Récupérations sur créances amorties	1 397	10	1 407	1 710
Total	284 781	464 044	748 825	661 695

b) Charges sur opérations de crédit bail

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Dotations aux amortissements	205 488	347 575	553 063	451 789
Dotations aux provisions de dépréciation	3 537	4 596	8 133	6 660
Moins values de cessions	14 236	48 819	63 055	82 594
Charges diverses	5 682	12 133	17 815	16 588
Total	228 943	413 123	642 066	557 631

C) produits et charges sur opérations de locations simples

a) Produits sur opérations locations simples

En milliers d'euros	France	Succursales	TOTAL 2018	Total 2017
Loyers	801 749	474 024	1 275 773	1 246 751
Reprise de provisions de dépréciation	7 437	3 809	11 246	14 186
Plus value de cessions	73 275	51 351	124 626	134 700
Indemnités de résiliation	17 565	6 318	23 883	24 760
Produits divers	12 111	3 890	16 001	14 499
Dotations aux provisions	-16 802	-6 964	-23 766	-23 368
Créances passées en perte sur l'exercice	-17 901	-5 440	-23 341	-19 787
Reprises de provision	19 662	6 653	26 315	23 809
Récupérations sur créances amorties	126	552	678	407
Total	897 223	534 192	1 431 415	1 415 957

b) Charges sur opérations de locations simples

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Dotations aux amortissements	739 348	400 289	1 139 638	1 123 269
Dotations aux provisions de dépréciation	9 555	3 210	12 765	13 249
Moins values de cessions	41 590	96 624	138 214	103 280
Charges diverses	4 221	8 097	12 318	6 484
Total	794 714	508 220	1 302 935	1 246 282

D) Revenus de titres a revenu variable

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Parts dans les entreprises liées (1)	41 442	1 473	42 916	86 831
Participations et autres titres à long terme (2)	2 326	90	2 416	1 572
Dotations/reprises	0	0	0	0
	43 769	1 563	45 332	88 403

(1) Parts dans les entreprises liées

BNP Paribas Lease Group PLC : 2 687 k€

ARIUS SA : 350 ke

CLAAS FINANCIAL SERVICES : 3 054 k€

BNPP Leasing Solutions : 6 755 k€

ARTEGY SAS : 1 944 k€

Manitou Finance Ltd : 3 203 k€

APROLIS FINANCE SAS : 3 519 k€

MFF : 1 915 k€

BNP PARIBAS LEASE GROUP SP.ZO.O. : 1 273 k€

SAME DEUTZ FAHR FINANCE : 108 k€

ALL IN ONE VERMIETUNG GMBH : 886 k€

CNH CAPITAL EUROPE 6 513 KE

CMV Mediforce 6 628

BNPP Leasing Solutions IFN SA 2 606

BNP PARIBAS RENTAL SOLUTIONS SPA : 1 473 K€

(2) Participations et autres titres à long terme

JIANGSU FINANCIAL LEASING CO LTD : 2 207 k€

SREI Infrastructure Financial Limited : 117 k€

E) Commissions

En milliers d'euros	Total 2018		Total 2017	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	1	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	927	0	718	0
Opérations avec la clientèle France	0	89	0	42
Opérations avec la clientèle Succursales	46	1 144	47	555
Opérations Affacturage France	0	3 409	0	2 869
Opérations Affacturage Succursales	0	12 170	0	9 902
Prestations de services financiers France	370	559	259	421
Prestations de services financiers Succursales	211	0	191	0
Total	1 553	17 371	1 216	13 788

F) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

En milliers d'euros	Total 2018	Total 2017
Sur opérations de change France	109	3
Sur opérations de change Succursales	14	33
Total	124	35

G) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement

Néant

H) Autres produits et charges d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	Total 2018		Total 2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	146 726	0	140 230	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	16 108	0	13 620	0
Autres produits ou charges d'assurance France	4 747	712	4 779	680
Autres produits ou charges d'assurance Succursales	1 742	0	1 530	0
Quote part des subventions virée au compte de résultat	31	0	30	0
Quote part des opérations faites en commun France	0	0	0	0
Quote part des opérations faites en commun Succursales	0	0	0	70
Produits sur cessions de créances France	1 598			
Produits sur cessions de créances succursales	2 949			
Autres produits France	1 197		2 309	0
Autres produits Succursales	655	0	647	0
Dotations/Reprises provisions France	5 352	203	875	4 070
Dotations/Reprises provisions Succursales (1)	39 520	0	188	39 520
Autres charges France	0	16 128	0	15 754
Autres charges Succursales	0	3 174	0	3 003
Total	220 625	20 217	164 208	63 097

(1) Reprise de provision relative à l'estimation du cut off des succursales

I) Charges générales d'exploitation**1) Frais de personnel**

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Salaires et traitements	81 171	24 862	106 033	97 432
Charges sociales	32 016	5 536	37 553	35 799
Charges de retraite	7 582	1 112	8 694	7 825
Participation	3 493	0	3 493	3 391
Intéressement	4 844	0	4 844	5 889
Autres charges connexes	1 726	452	2 179	2 353
Dot / Rep Provisions	391	-161	230	203
Total	131 224	31 802	163 026	152 893

L'effectif moyen en France est de 1 471 personnes pour l'exercice 2018 et comprend : 462 non cadres et 1009 cadres, et pour les succursales de 418 personnes (25 cadres et 393 non cadres).

Les salaires et traitements incluent les provisions pour congés payés constituées soit au titre de droits acquis depuis l'ouverture de la période de référence en cours à la fin de l'exercice, soit au titre de droits antérieurs non encore utilisés.

Dans les charges sociales, sont incluses les contributions aux œuvres sociales du Groupe.

Les charges de retraite correspondent aux cotisations versées aux caisses de retraite et au placement des indemnités de départ à la retraite auprès de CARDIF.

Les charges connexes incluent en particulier les frais de formation du personnel et les taxes assises sur les salaires.

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 159 414 k€ contre 152 706 k€ en 2017 (dont 45 712 k€ pour les succursales en 2018).

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 354 k€ pour la France et à 142 k€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinet Mazars et PWC.

J) Cout du risque

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Dotations aux provisions	-1 613	-8 017	-9 631	-13 075
Créances passées en perte sur l'exercice	-848	-2 915	-3 763	-5 661
Reprises de provision	2 013	9 244	11 257	12 855
Récupérations sur créances amorties	54	232	286	219
Dotations / Reprises pour risques	0	0	0	567
Total	-394	-1 457	-1 850	-5 095

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle pour la partie capital. La partie Intérêts des créances douteuses est quant à elle enregistrée dans les postes de produits de cette activité.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

K) Gains ou pertes sur actifs immobilisés

En milliers d'euros	Particip. et autres titres à	Parts dans les entreprises	Sur immob. corporelles et	Sur dépréciation des autres	Total 2018	Total 2017
---------------------	------------------------------	----------------------------	---------------------------	-----------------------------	------------	------------

	long terme	liées	incorporelles	actifs		
Plus value et reprises de provisions France	675	0	176	0	851	10 827
Plus value et reprises de provisions Succursales	0	0	0	0	0	0
Moins value et dotations aux provisions France	-6 389	0	0	0	-6 389	-724
Moins value et dotations aux provisions Succursales	0	0	0	0	0	0
Total	-5 714	0	176	0	-5 537	10 103

L) Résultat exceptionnel

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par BNP Paribas Lease Group SA, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2018, BNP Paribas Lease Group n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

M) Impôt sur les sociétés

Depuis le 1er Janvier 2011, constitution d'un groupe fiscal BPLG composé d'Arius, d'Artégry, de Same Deutz Fahr finance, de CMV médiforce et de BNP PARIBAS LEASE GROUP en tant que tête de groupe.

La société CMV Médiforce a rejoint le groupe fiscal BNP PARIBAS LEASE GROUP en 2018, suite à l'acquisition des titres intervenue en Janvier 2018.

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2018	Total 2017
Impôt société (1)	-25 780	-12 334	-38 114	-20 003
Impôt différé	1 430	-9 425	-7 995	7 198
Dot/ Rep Provisions pour impôts	4 167	0	4 167	0
Total	-20 184	-21 759	-41 943	-12 805

(1) La hausse du montant de l'impôt société s'explique principalement par le fait qu'en 2017, un produit relatif au remboursement de la contribution sur les revenus distribués a été comptabilisé pour un montant de 18 130 ke.

6. Autres informations**A) Informations relatives aux entreprises liées**

En milliers d'euros	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	Elimination des opérations réciproques	Total 2018
Actif				
Créances envers les établissements de crédit	247 927	217 126		465 053
Créances sur la clientèle	251 023	0		251 023
Actions et autres titres à revenu variable, participations et parts dans les entreprises liées	459 357	348		459 705
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0		0
Obligations et autres titres à revenu variable	0	0		0
Autres Actifs	22 403	5 054		27 457
Comptes de régularisation actif	40 652	44		40 696
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	29 615	1 770 452		1 800 067
Emprunts et Comptes créditeurs de la clientèle	3 079 549	1 978 023		5 057 572
Dettes représentées par un titre	0	0		0
Autres passifs	5 980	3 535		9 515
Comptes de régularisation passif	13 206	30 395		43 601
Hors bilan				
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0		0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	40	0		40
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0		0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	105 000	0		105 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	8 600		8 600
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	29 234	12 762		41 996
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0		0

B) Proposition d'affectation des résultats

<i>en euros</i>	
Résultat de l'exercice	125 235 057,36
Report à nouveau	117 357,78
Total à répartir	125 352 415,14

<i>en euros</i>	
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividende	125 256 694,59
Acompte sur dividendes	0,00

Report à nouveau	95 720,55
Total réparti	125 352 415,14

C) Comptabilité sociale et financière et consolidation

En tant qu' Etablissement de crédit, BNP PARIBAS LEASE GROUP, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalée ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation. Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

en milliers d'euros	Total 2018
Résultat comptable avant impôt	167 178
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-77 390
Différence entre plus et moins value sociales et financières	28 325
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	3 554
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	6 164
Divers	-9 238
Résultat financier avant impôt au 31/12/2018	118 593

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de BNP PARIBAS LEASE GROUP au 31 décembre 2018 se décompose de la façon suivante :

en milliers d'euros	Total 2018
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	353 156
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	1 431
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	77 072
Réserve financière brute CB/LS French au 31/12/2018	431 658
Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées	
Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS	431 658
Provision IFRS9	-55 050
Revalorisation des titres	423 865
Autres	3 283
Réserve financière brute au 31/12/2018	803 756

c) Consolidation

BNP PARIBAS LEASE GROUP est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

D) Evénements post clôture

Il n'y a aucun événement post clôture.

E) Information sur les filiales, participations et parts de société**Tableau des filiales et des participations****I. Renseignements Détaillés (filiales dont la valeur brute excède 1% du capital de BNP PARIBAS LEASE GROUP) :**

(Art. 247 à 295 du décret sur les Sociétés commerciales)
(En milliers d'euros)

Société ou groupes de sociétés		Capital (31.12.2018)	Capitaux propres autre que le capital	Quote- part de capital détenue en %âge	Valeur comptable des titres détenus		Prêts & avances consentis par la sté et non remboursés	Montants des cautions, avals et autres engagements donnés par la sté	Chiffre d'affaires h.t. du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos (31.12.2018)	Dividendes encaissés dans l'exercice
					Brute	Nette					
A. Filiales (50 % au moins du capital détenu dans les sociétés) :											
Sociétés françaises											
ARTEGY	NANTERRE	1 600	69 455	100,00%	33 200	33 200	0	0	111 448	5 678	1 944
SAME DEUTZ FAHR FINANCE	NANTERRE	5 029	505	100,00%	5 032	5 032	0	0	6 551	-1 057	108
CLAAS FINANCIAL SERVICE	NANTERRE	44 625	64 259	51,00%	22 883	22 883	46 241	0	289 012	15 677	3 054
MFF SAS	NANTERRE	4 682	468	51,00%	13 085	13 085	1 400	0	47 577	3 750	1 915

CNHI CAPITAL EUROPE	NANTERRE	88 482	129 416	50,10%	44 334	44 334	7 300	0	918 707	48 199	6 513
ARIUS	NANTERRE	16 000	1 604	100,00%	20 800	20 800	0	0	238 865	7 330	350
CMV MEDIFORCE	PARIS	7 568	761	99,98%	64 988	64 988	0	0	121 160	4 000	6 628
Sociétés étrangères											
BPLG PLC	Wellington (GB)	376	163 828	100,00%	99 196	99 196	0	0		904	2 687
BPLG SP ZO.O	Varsovie	3 949	0	100,00%	4 043	4 043	0	0		1 284	1 273
BPLG SA	Bruxelles	3 900	4 588	100,00%	39 845	39 845	0	0		1 499	6 755
BPLG IFN	Roumanie	2 658	4 101	99,92%	3 198	3 198	0	0		2 599	2 606
BPLG KFT	Hongrie				4 438	418	0	0			0
BPLG ZRT	Hongrie	156	486	100,00%			0	0		-128	0
RD LEASING IFN (Ex IKB Leasing Finance IFN)	Bucarest	5 749	37	100,00%	4 451	4 451	0	0		231	0
MANITOU FINANCE LIMITED	GB	8 091	6 252	51,00%	5 022	5 022	0	0		3 392	3 203
B. Participations (détention entre 10 et 50%)											
Sociétés françaises											
Sociétés étrangères											
BPLG SPA	Milan (1)	204 432	-20 999	26,17%	95 019	38 019	0	0		-21 013	0

(1) assimilé à une filiale d'après la réglementation bancaire

II. Renseignements Globaux

(En milliers d'euros)

Société ou groupes de sociétés	Capital (31.12.2018)	Capitaux propres autre que le capital	Quote- part de capital détenue en %âge	Valeur comptable des titres détenus		Prêts & avances consentis par la sté et non remboursés	Montants des cautions, avals et autres engagements donnés par la sté	Chiffre d'affaires h.t. du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos (31.12.2018)	Dividendes encaissés dans l'exercice
				Brute	Nette					
A. Filiales non reprises au paragraphe I :										
a) filiales françaises	APROLIS			1 710	1 710	0	0			3 519
b) filiales étrangères				2 923	2 923	0	0			2 658
B. Participations non reprises au paragraphe I :										
a) dans les Stés françaises										
b) dans les Stés étrangères	BNL Leasing SPA			523	523	0	0			0

III. BNP PARIBAS LEASE GROUP est associé indéfiniment responsable des sociétés suivantes :Siège social à NANTERRE :
GIE Les jeunes bois.**Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices**
(art.133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Nature des indications	2018	2017	2016	2015	2014
1) Capital en fin d'exercice (en euros)					
Capital social	285 079 248	285 079 248	285 079 248	285 079 248	285 079 248
Nombre d'actions ordinaires existantes	17 817 453	17 817 453	17 817 453	17 817 453	17 817 453
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
2) Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 525 545	2 402 909	2 409 877	2 138 399	2 167 778
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 832 849	1 798 846	1 703 196	1 588 118	1 592 950
Impôts sur les bénéfices	41 943	12 805	49 512	62 589	60 785
Participation des salariés due au titre de l'exercice	3 493	3 391	3 513	2 494	1 849
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	125 235	162 628	172 062	73 895	147 233
Résultat distribué	125 257	162 673	171 938	111 359	147 172
3) Résultats réduits à une seule action ajustée (1)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	100,32	100,05	92,62	85,51	85,89
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	7,03	9,13	9,66	4,15	8,26
Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôts non compris)	7,03	9,13	9,65	6,25	8,26
4) Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1 889	1 840	1 784	1 727	1 595
Montant de la masse salariale (en milliers d'euros)	103 100	97 515	92 053	86 950	78 756
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales etc ...) (en milliers d'euros)	46 247	43 624	41 712	39 909	34 340

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes.

Fondement de l'opinion*Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels correspondent à des procédures convenues réalisées par le cabinet Mazars.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 6 - C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit (Se référer aux notes 2C, 2E, 3D, 3G et 3H de l'annexe aux comptes annuels)

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. est exposée au risque de crédit.</p> <p>BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités bancaires.</p> <p>Ces dépréciations peuvent prendre la forme de provisions individuelles des engagements bilan et hors-bilan concernés et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit ou au dernier taux connu des flux futurs estimés recouvrables.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux. - statistiquement pour les créances de petits montants. <p>Au 31 décembre 2018, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à 6 834,1 millions d'euros dont 159,6 millions d'euros de créances douteuses; le montant total des dépréciations s'élève à 116,7 millions d'euros comme présenté dans les notes 2C, 2E, 3D, 3G et 3H.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.</p> <p>Nous avons également réalisé en date d'arrêt des travaux sur les encours les plus significatifs.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des indicateurs de dépréciation, - la classification des expositions en créances douteuses, - le suivi et la valorisation des garanties, - la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé; - avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons apprécié les méthodologies retenues par BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. ainsi que l'efficacité des contrôles relatifs à la qualité des données, - en complément, nous avons procédé à une revue de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.</p>

Valorisation des titres de participations (Se référer aux notes 2D et 3F de l'annexe aux comptes annuels)

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>Les postes « participations et autres titres détenus à long terme » et « parts dans les entreprises liées » représentent un total net de 447 752 milliers d'euros comme indiqué dans les notes 2D et 3F.</p> <p>Ces titres sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.</p> <p>Cette valeur d'utilité fait l'objet d'une évaluation annuelle qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et des hypothèses macroéconomiques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recours à l'actif net réévalué; - le recours à l'évaluation des fonds propres s'appuyant sur des données actuarielles ; - le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s'appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu'un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini; - pour les titres cotés, la valeur d'utilité retenue est calculée sur la base du cours moyen de bourse des six derniers mois. <p>Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.</p> <p>Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments pertinents à prendre en compte. A ce titre, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons évalué les processus mis en oeuvre par BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. pour mesurer l'éventuel besoin de dépréciation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées.</p> <p>Nous avons mis en oeuvre les procédures substantives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse de cohérence entre les titres de participation / parts dans les entreprises liées analysés et la méthode de valorisation retenue; - analyse technique de la construction des modèles de valorisations et revue des hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers retenus; - revue des éléments prévisionnels utilisés en vérifiant qu'ils étaient en ligne avec les plans d'affaires approuvés par les organes de direction des sociétés concernées et qu'ils étaient cohérents avec les hypothèses retenues et les performances passées. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux titres de participation.</p>

Contrôles généraux informatiques

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes annuels de BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A.</p> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente ainsi un point clé de l'audit.</p> <p>En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et de niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.</p>	<p>Pour les principaux systèmes concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière, les travaux que nous avons mis en oeuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière; - évaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de consolidation, de rapprochement automatique) ; - examen du contrôle des habilitations pour la saisie des écritures manuelles; - revue d'un échantillon d'écritures manuelles.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D-441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. par l'assemblée générale du 19 mai 2006 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'assemblée générale du 21 mars 1963 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2018, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 13ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 56ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes

Nous remettons un rapport au comité des comptes qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en oeuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux.

Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La-Défense, le 7 mai 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Patrice Morot

MAZARS
Claire Gueydan

MAZARS
Virginie Chauvin

Associé

Associée

Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au siège social de BNP PARIBAS LEASE GROUP, sis au 12 Rue du Port - 92000 Nanterre.